

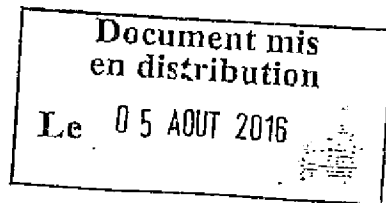
**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Commission du logement, des affaires foncières,  
de l'économie numérique, de la communication  
et de l'artisanat

Papeete, le

05 AOUT 2016

N° 116-2016



**RAPPORT**

relatif à un projet de délibération portant création  
du dispositif d'aide à la connexion des entreprises –  
ACE en Polynésie française,

présenté au nom de la commission du logement,  
des affaires foncières, de l'économie numérique,  
de la communication et de l'artisanat,

par les représentants Monsieur Jacques RAIOHA et  
Madame Teapehu TEAHE

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 5109/PR du 28 juillet 2016, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises – ACE en Polynésie française.

Proposé dans le cadre du plan d'actions économiques du gouvernement, ce nouveau dispositif a pour objectif de favoriser et d'encourager le raccordement des entreprises polynésiennes à l'Internet. En effet, si le taux de connexion des grandes entreprises polynésiennes est proche de 100 %, celui des petites entreprises de moins de 10 salariés atteint à peine 72 %, ce qui représente des marges de progrès significatives.

Par ailleurs, de fortes disparités sont à noter selon les archipels et les secteurs d'activité, témoignant d'un potentiel d'amélioration dans l'accompagnement des entreprises polynésiennes dans leur transition numérique. C'est la raison pour laquelle l'aide à la connexion des entreprises - ACE en Polynésie française est proposée.

Ce dispositif a pour but d'inciter les personnes physiques non salariées, exerçant leur activité sous forme d'entreprise individuelle en Polynésie française, en phase de création ou de développement, à se connecter à Internet. Il intervient sur la base d'un cofinancement des dépenses liées aux équipements et installations nécessaires au raccordement Internet.

La prise en charge par le Pays ne pourra excéder 70 % des frais engagés par l'entreprise, dans la limite de 100 000 F CFP. L'enveloppe inscrite au budget du Pays au titre du financement de ce dispositif pour l'exercice 2016, s'élève à 20 000 000 F CFP.

\*  
\* \*

Tel est donc l'objet du projet de délibération ci-joint, que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat, d'adopter.

**LES RAPPORTEURS**

**Jacques RAIOHA**

**Teapehu TEAHE**

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
NOR : ADN1620989DL-4

**DÉLIBÉRATION N° 2016-97/APF**

**DU 13 OCTOBRE 2016**

---

portant approbation portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises – ACE en Polynésie française

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1056 CM du 28 juillet 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2985/2016/APF/SG du 4 octobre 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 116-2016 du 5 août 2016 de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat ;

Dans sa séance du 13 octobre 2016 ;

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>**.- Il est créé un dispositif d'aide à la connexion des entreprises (ACE) en Polynésie française pour favoriser le raccordement des entreprises à l'Internet.

**Article 2**.- Sont bénéficiaires de cette aide, les personnes physiques non salariées, exerçant leur activité sous forme d'entreprise individuelle en Polynésie française, à jour de leurs obligations fiscales et sociales.

**Article 3**.- Le dispositif d'aide à la connexion des entreprises intervient dans tous les domaines d'activité.

**Article 4**.- Sont éligibles les dépenses liées aux équipements et installations nécessaires au raccordement Internet, notamment :

- les frais de raccordement au réseau d'un opérateur de télécommunications ;
- les frais d'installation dans les locaux de l'entreprise ;
- l'achat du matériel permettant de se connecter à Internet ;
- les frais de mise en service.

Les dépenses engagées par l'entreprise avant le dépôt de la demande d'aide ne sont pas éligibles au présent dispositif.

**Article 5.-** Le montant de l'aide ne peut pas être supérieur à 100 000 F XPF, ni excéder 70 % du montant total TTC des dépenses éligibles.

**Article 6.-** Pour les entreprises ayant déjà bénéficié d'une aide financière ou fiscale de la Polynésie française, l'aide est attribuable à celles ayant satisfait aux obligations qui s'y rapportent.

**Article 7.-** L'aide ne peut être attribuée qu'une fois par bénéficiaire pour une période de 3 ans à compter de son attribution.

**Article 8.-** Les aides sont attribuées dans la limite des crédits disponibles.

**Article 9.-** L'autorité administrative en charge du dispositif instruit les demandes et en contrôle la bonne application.

**Article 10.-** Les bénéficiaires justifient auprès de l'autorité administrative, des dépenses engagées, dans un délai de six mois à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de l'aide.

**Article 11.-** Le remboursement intégral ou partiel de l'aide est exigé en cas d'inexécution totale ou partielle des dispositions prévues à l'article 10 ou dans le cas où l'aide a été utilisée à d'autres fins que celles prévues à cet effet.

**Article 12.-** Un arrêté en conseil des ministres fixe les modalités d'application de la présente délibération.

**Article 13.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*



Loïs SALMON-AMARU

*La présidente de séance,*



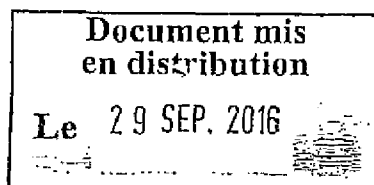
Vaiata PERRY-FRIEDMAN

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
Commission de l'équipement,  
de l'urbanisme, de l'énergie et des  
transports terrestres et maritimes  
-----

Papeete, le 29 SEP. 2016

N° 147-2016



**RAPPORT**

relatif à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française  
sur le projet d'ordonnance modifiant la loi du  
17 décembre 1926 relative à la répression en matière  
maritime,

présenté au nom de la commission de l'équipement, de  
l'urbanisme, de l'énergie et des transports terrestres et  
maritimes,

par Madame et Monsieur les représentants Dylma ARO  
et Joseph AH-SCHA

---

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 947/DIRAJ du 26 août 2016, le haut-commissaire de la République en Polynésie française a soumis pour avis à l'assemblée de la Polynésie française, un projet d'ordonnance modifiant la loi du 17 décembre 1926 relative à la répression en matière maritime.

La loi du 17 décembre 1926 modifiée portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande (CDPMM) régit la répression de certaines infractions maritimes commises par les personnes présentes à bord des navires français, en quelque lieu que se trouve le navire. Son champ d'application s'étend aussi à la répression de certaines infractions commises par les officiers et hommes d'équipage embarqués sur des navires étrangers, lorsque l'infraction est commise dans les eaux territoriales ou intérieures françaises.

En modifiant la loi précitée, le gouvernement central a opéré une profonde réforme pénale en matière maritime. Les tribunaux maritimes de commerce sont remplacés par des tribunaux maritimes, juridictions spécialisées en matière pénale, compétentes pour prononcer des sanctions à l'égard de certaines infractions dont le caractère maritime est avéré, tels les abordages, les échouements ou le non-respect des arrêtés des préfets maritimes sur la circulation des navires.

Le présent projet d'ordonnance a pour objet principal de compléter les modalités d'application outre-mer de l'ordonnance n° 2012-1218 du 2 novembre 2012 portant réforme pénale en matière maritime. Il repose sur deux types d'ajustements portant respectivement sur l'organisation juridictionnelle (*article 1<sup>er</sup> du projet*) et sur les protections des assesseurs salariés du tribunal maritime (*article 2 du projet*). Il prévoit par ailleurs des dispositions de forme, commandées par les exigences constitutionnelles d'accessibilité et de lisibilité des normes (*article 3 du projet*).

**1. Sur l'organisation juridictionnelle (article 1<sup>er</sup>)**

Le projet d'ordonnance prévoit des modifications prenant en compte l'organisation judiciaire particulière existant en outre-mer, qui est caractérisée en Polynésie française par l'installation d'un tribunal de première instance exerçant les compétences dévolues, en France métropolitaine, aux tribunaux d'instance et de grande instance.

À cet effet, le texte organise un renvoi au tribunal de première instance lorsque la loi du 17 décembre 1926 modifiée fait référence au tribunal de grande instance.

## **2. Sur les protections des assesseurs salariés du tribunal maritime (article 2)**

Il est envisagé d'étendre à la Polynésie française le bénéfice des protections dévolues aux assesseurs salariés de cette juridiction.

À cet effet, le projet contient les dispositions suivantes intéressant :

- d'une part, le régime d'autorisations d'absence pour permettre le bon exercice des fonctions d'assesseur maritime (2° du III de l'article 2 du projet) ;
- d'autre part, la protection de l'assesseur maritime en matière de licenciement ou de fin de contrat (3° du III de l'article 2 du projet) accompagnée des dispositions pénales y afférentes.

Ces dispositions interviennent dans le domaine du droit du travail qui est du ressort de la Polynésie française, suivant la compétence de principe attribuée à la collectivité.

Dès lors, afin de lever l'empiètement de compétences constitué par de telles dispositions, il convient de demander aux autorités de l'État une modification du projet d'ordonnance.

## **3. Sur l'amélioration de l'accessibilité et de la lisibilité de la norme (article 3)**

Les dispositions de forme prévues par l'article 3 du projet sont commandées par des exigences constitutionnelles d'accessibilité et de lisibilité de la norme. Dès lors, celles-ci ne soulèvent aucune observation.

\*

\* \*

Au regard de ces éléments, les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des transports terrestres et maritimes, d'émettre un *avis favorable* au projet d'ordonnance présenté, sous réserve de l'observation ci-dessus énoncée.

LES RAPPORTEURS

**Dylma ARO**

**Joseph AH-SCHA**

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----

**AVIS N° 2016-19 A/APF**

**DU 13 OCTOBRE 2016**

---

sur le projet d'ordonnance modifiant la loi du  
17 décembre 1926 relative à la répression en  
matière maritime

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 947/DIRAJ du 26 août 2016 du haut-commissaire de la République en Polynésie française soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet d'ordonnance modifiant la loi du 17 décembre 1926 relative à la répression en matière maritime ;

Vu la lettre n° 2985/2016/APF/SG du 4 octobre 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 147-2016 du 29 septembre 2016 de la commission de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des transports terrestres et maritimes ;

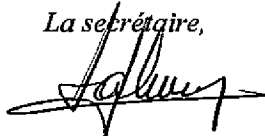
Dans sa séance du 13 octobre 2016 ;

## ÉMET L'AVIS SUIVANT :

Le projet d'ordonnance modifiant la loi du 17 décembre 1926 relative à la répression en matière maritime recueille un *avis favorable* de l'assemblée de la Polynésie française, sous réserve que pour l'application des 2° et 3° de l'article 35 de cette loi, tels que modifiés par l'article 2 de ce projet d'ordonnance, il soit fait référence aux dispositions prévues par le code du travail local régissant les conditions d'autorisation d'absence et de licenciement des salariés protégés.

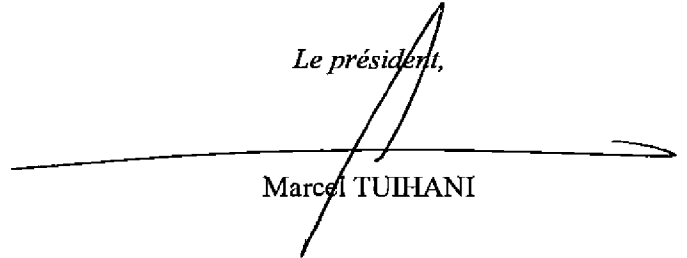
Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire de la République en Polynésie française, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

*La secrétaire,*



Loïs SALMON-AMARU

*Le président,*



Marcel TUIHANI